

## 200 ALGÉRIENS ENVIRON EN FERAIENT PARTIE

## D'où viennent les terroristes de Daesh ?

**Auteur déjà en juin 2014 d'une étude très pointue, mais ayant prêté à quelque réserve, l'institut américain The Soufan Group (TSG), spécialisé dans le renseignement, s'est de nouveau fendu d'un rapport détaillé, le mois dernier, sur les effectifs de l'armée de l'Etat islamique en Irak et au Levant, Daesh. Plus précisément sur sa légion étrangère et ses origines, dont les combattants provenant d'Algérie. De quoi donner des frissons.**

Il y a à peine plus de dix-huit mois, selon le premier rapport de The Soufan Group, la cohorte de djihadistes étrangers ayant rejoint la Syrie et l'Irak était estimée à 12 000 hommes provenant de 81 pays. Mais depuis, et malgré toutes les mesures prises à l'échelle mondiale pour contenir le flux de potentiels combattants des groupes terroristes de l'Etat islamique, des milliers de ressortissants de diverses nationalités ont réussi à passer à travers les mailles des dispositifs érigés pour limiter les mouvements de potentiels nouveaux membres de Daesh, pour atteindre l'ahurissant chiffre de 27 000 djihadistes, estimation qui pourrait aller jusqu'à 31 000, selon les auteurs du rapport. Une étude et des chiffres effrayants.

Comparé à l'armée d'étrangers que comptait Daesh dans ses rangs jusqu'à juin 2014, le nombre a plus que doublé, donc, et le nombre de pays pourvoyeurs de terroristes a été élargi à 86. De l'analyse des statistiques, il ressort dans certains cas, si l'on doit se fier aux spécialistes de The Soufan Group, que le nombre de combattants provenant d'Europe occidentale a plus que doublé, alors que la grosse explosion, elle est venue de Russie et d'Asie centrale avec près de 300% d'augmentation en dix-huit mois, entre juin 2014 et début décembre 2015. En effet, les Russes ayant prêté allégeance à l'Etat islamique d'Al Baghdadi sont passés de 800 à plus de 2 400 hommes. Quant aux combattants venus d'Europe occidentale,



Ils sont 31 000 étrangers à combattre dans les rangs de Daesh.

selon des chiffres officiels, c'est-à-dire reconnus par les Etats eux-mêmes, ils sont plus de 5 000 avec une prédominance de quatre pays, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Belgique.

Selon le décompte officiel, 1 700 Français étaient présents en Irak et en Syrie pour combattre dans les rangs de la multinationale du terrorisme qui fait passer Al-Qaïda et les autres groupes presque pour des enfants de chœur.

Quant aux Belges qui ont tant fait parler d'eux le mois dernier après les attentats de Paris, les spécialistes de l'institut américain les estimaient à 250 en juin 2014 avant de passer jusqu'à il y a un mois à près du double, 470 selon aussi bien les statistiques du Soufan Group que celles des autorités belges.

## 8 000 terroristes en provenance du Maghreb

Alors que Tunisiens, Saoudiens et Jordaniens se retrouvent en tête des pays d'origine de la légion étrangère de Daesh, le rapport de TSG indique que les autorités algériennes ont estimé à 170 leurs ressortissants faisant partie des groupes combattant sous la bannière de l'Etat islamique, alors que l'organisme auteur de l'étude fait état d'un groupe évalué entre 200 et 250 hommes. En tous les cas, loin de l'effrayant chiffre de 6 000 hommes

recensés officiellement, 7 000 selon TSG, arrivés de Tunisie, 2 500 Saoudiens et autant de Jordaniens.

Par régions, selon les experts de l'institut américain, le Maghreb est le second creuset de combattants pour Daesh avec ses 8 000 hommes recensés ces derniers mois, tout juste derrière le Moyen-Orient avec ses 8 240 terroristes, suivis de leurs semblables originaires des pays d'Europe occidentale (5 000) et des anciennes Républiques soviétiques (4 700). Des statistiques affolantes qui montrent, selon les auteurs du rapport, que l'effort pour contenir les flux de recrues pour les groupes terroristes de l'Etat islamique a eu un impact limité, du moins jusqu'au début du mois de décembre dernier.

## Des dispositions pour contrôler les flux

Entretemps, de nouvelles dispositions ont été émises dans de nombreux pays dont l'Algérie, comme cela a été le cas avec le Conseil des ministres du 30 décembre dernier qui a planché sur des enrichissements proposés au code pénal dans le but de sanctionner le départ des Algériens, ou des ressortissants étrangers résidant en Algérie, vers un autre Etat afin de commettre, d'inciter à commettre ou s'entraîner à commettre des actes terroristes, le financement et l'organisation des

opérations de déplacements vers un Etat, pour les mêmes fins, par le biais des technologies de l'information et de la communication ou tout autre moyen, ainsi que les actes de recrutement pour le compte des associations, groupes ou organisations terroristes, le soutien de leurs actes, et la diffusion de leur idéologie en utilisant les mêmes moyens. Un projet de loi qui devrait également énoncer les dispositions relatives à la surveillance et à la neutralisation de sites et messages électroniques liés à l'activité terroriste. Tout un programme qui illustre parfaitement le cours pris par la lutte contre Daesh dans des pays qui ont souffert du terrorisme comme l'Algérie donc, et d'autres, comme la France ou encore sa voisine la Belgique, où depuis le 13 novembre, un débat qui déchire les opinions publiques locales est en train de dominer l'actualité depuis plusieurs semaines.

M. Azedine

## LOI DE FINANCES

2016

## Sit-in de protestation de la société civile de Annaba

La société civile de Annaba a organisé, hier samedi, devant le parvis du théâtre régional Azzedine-Medjoubi de la ville un sit-in de protestation dénonçant le projet de la loi de finances 2016.

Représentée par des citoyens et citoyennes de différentes sensibilités et professions dont celles dites libérales ont, durant plus d'une heure, stigmatisé cette loi qu'ils ont qualifiée de suicidaire pour le pays.

A travers des banderoles écrites en arabe, en tamazigh et en français, ils demandent la suppression des articles 66 et d'autres articles concernant les augmentations des prix de l'énergie et des carburants, entre autres, contenus dans le projet de la loi de finances 2016.

Munis d'un porte-voix, les protestataires se sont relayés pour expliquer aux centaines de personnes présentes devant le parvis du théâtre et sur le Cours de la révolution que cette loi de finances va à l'encontre des intérêts du peuple en général et des plus démunis en particulier. «Ils veulent livrer l'Algérie aux forces de l'argent. Nous demandons aux citoyens de s'unir pour faire barrage à cette loi. Ils ne doivent plus avoir peur et rester en spectateurs d'un problème qui les concerne directement», dira un des intervenants, médecin de profession.

Ce n'est que vers midi que les protestataires se sont dispersés dans le calme sous une présence policière importante mais qui s'est faite discrète. Pour rappel, le Parti des travailleurs (PT) avait organisé au mois de décembre dernier un sit-in analogue devant le même théâtre.

Quelques énergumènes «téléguisés», selon les organisateurs, avaient essayé de perturber le mouvement de protestation par des chahuts, mais les militants du PT les ont complètement ignorés, poursuivant sereinement leur sit-in.

A. Bouacha

## HABIB YOUSFI À PROPOS DE L'ARTICLE 66 DE LA LF 2016 :

## «Nous avons peur que les sociétés publiques tombent entre les mains de la mafia»

**Habib Yousfi, président de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), a critiqué hier certaines dispositions de la loi de finances 2016, notamment l'article 66 relatif à l'ouverture du capital des entreprises publiques à l'investisseur privé national résident.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Le président de la CGEA, hôte du forum du journal *DK News*, s'est dit inquiet que cette disposition est susceptible de mettre les entreprises publiques entre les mains de ce qu'ils appellent les «rapaces». «Nous le disons en toute franchise, nous sommes contre cette ouverture du capital car, à la CGEA, nous avons peur que ces sociétés ne tombent entre les mains de la mafia qui ne s'embarrasse pas outre mesure de la vision économique du gouvernement», s'est insurgé Habib Yousfi qui juge que les arguments avan-

cés par le gouvernement demeurent à ses yeux insuffisants.

Le patron de la CGEA a également émis de fortes réserves concernant la promulgation du crédit à la consommation, en soutenant qu'il y avait un fort risque de surendettement sur les ménages. Habib Yousfi a dans le même cadre mis en avant ses critiques à propos des critères d'éligibilité des entreprises candidates au crédit à la consommation. «Pourquoi une telle entreprise et pas un autre ?», s'interroge Yousfi.

Dans le même cadre, le

président de la CGEA a reproché au SG de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, d'utiliser un «langage de voyou» pour critiquer les opposants au crédit à la consommation, appelant celui-ci à plus de retenue.

Revenant sur le controversé texte de loi de finances, Habib Yousfi juge plus généralement que ce texte signé par le président de la République, outre qu'il a été imposé par une conjoncture économique marquée par la chute drastique des cours du pétrole avec ses conséquences sur les finances du pays, renferme des mesures d'austérité qui ne manquent pas d'impacter la vie des ménages. Il a déploré à juste titre que les prix des produits flambent à cause des hausses prévues sur les car-

burants et l'énergie électrique.

Plus globalement, le président de la CGEA juge que la chute des cours du baril de pétrole «nous a mis dans une situation difficile». «Une situation, dit-il, qui nous a poussés à bouffer ce que nous avons comme réserves». A ce titre, Yousfi estime que le pétrole n'offrait pas au pays la possibilité de concevoir une autre vision économique, autre que celle basée sur la rente.

«La situation est mauvaise, les recettes en devises s'amenuisent dangereusement. Il faut s'orienter vers d'autres ressources comme le tourisme, l'agriculture et l'industrie», a affirmé Yousfi qui estime que l'exploitation des ressources humaines demeurait la meilleure des richesses.

Y. D.